

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 04/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Annule et remplace le rapport du 17/09/2024

Visite d'inspection du 06/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BUTACHIMIE

USINE DE CHALAMPE
GESTIFTSFELD
68490 Chalampé

Références : 000670513_2024_09_06_BUTACHIMIE_Echéance-suite-VIIC-SGS2023
Code AIOT : 0006700513

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2024 dans l'établissement BUTACHIMIE implanté USINE DE CHALAMPE GESTIFTSFELD 68490 Chalampé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du suivi des échéances des visites de contrôles réalisées les 14, 19 et 22 juin 2023 suite à l'incident survenu le 14 juin 2023 (explosion dans la fosse M1179). Suite à ces contrôles formalisés dans le rapport de constats du 12 septembre 2023, un arrêté portant mise en demeure a été signé en date du 27 octobre 2023. L'objet du présent contrôle est de statuer sur les suites réservées par l'exploitant aux non-conformités retracées dans le rapport précité et ayant mené à l'arrêté de mise en demeure du 27 octobre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUTACHIMIE
- USINE DE CHALAMPE GESTIFTSFELD 68490 Chalampé
- Code AIOT : 0006700513
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui
-

L'usine Butachimie, située sur la plateforme de Chalampé, opère dans le domaine de la chimie du nylon et produit 35 % de l'Adiponitrile mondiale.

A ce titre le site est autorisé à exploiter un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement (site Seveso Seuil Haut et IED), et est notamment réglementé par l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016.

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection : SGS, Maîtrise des risques explosion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	déclaration incident	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 2.5.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Prévention des risques explosions	AP de Mise en Demeure du 27/10/2023, article 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Maintenance	AP de Mise en Demeure du 27/10/2023, article 3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Formation au risque de l'entreprise	AP de Mise en Demeure du 27/10/2023, article 4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Prévention des risques - détection	AP de Mise en Demeure du 27/10/2023, article 5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
6	Procédures en phase d'arrêt	AP de Mise en Demeure du 27/10/2023, article 5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
7	Application du SGS	AP de Mise en Demeure du 27/10/2023, article 6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
8	Prévention des accidents	AP de Mise en Demeure du 27/10/2023, article 7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site et le contrôle des documents transmis par l'exploitant mettent en avant que l'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 27 octobre 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : déclaration incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accident/incident
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 14/06/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme (R512-69 Code de l'environnement).

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées

Constats :

Ce point de contrôle fait suite au point de contrôle n°1 du rapport de constat du 12/09/2023, mettant en avant une situation de non-conformité, n'ayant (compte tenu de la nature de la non-conformité relevée) pas fait l'objet d'une mise en demeure mais d'une demande d'action corrective par lettre préfectorale.

Par courrier du 28 juillet 2023, l'exploitant a transmis un rapport d'incident complété. Le contrôle par échantillonnage de ce document, montre que contrairement aux versions antérieures, il contient un ensemble d'éléments visant à identifier les sources potentielles d'ignition lors de l'explosion survenue le 14 juin 2023 dans la fosse M1179. Dans cette version du 27/07/2023, le rapport d'incident de l'exploitant étudie notamment les sources d'ignition potentielles décrites dans la norme EN 1127-1 (version d'août 2019 - Prévention de l'explosion et protection contre l'explosion - Partie 1 : Notions fondamentales et méthodologie). Les 13 sources d'ignition citées dans la norme sont ainsi étudiées par l'exploitant. Il ressort de son analyse que les sources d'ignition qui ne peuvent être écartées sont :

- Décharge d'électricité statique en étincelle de l'opérateur sur un élément conducteur situé dans la zone d'atmosphère inflammable ;
- Décharge d'électricité statique de type aigrette générée par le frottement des vêtements de travail ;
- Étincelle mécanique de friction liée au choc suivi de la friction d'un composant métallique contre un autre composant métallique.

Un plan d'action associé à l'identification des différentes causes profondes de l'incident (d'autres causes sont identifiées par l'exploitant au-delà des sources d'ignition : défaut de l'analyse des risques avant travaux, défaut de l'analyse d'atmosphère avant travaux, ventilation de la zone, défauts dans la mise à disposition des équipements, ...) est proposé par l'exploitant.

Un contrôle par échantillonnage de la mise en œuvre du plan d'action proposée par l'exploitant a été réalisé. L'objectif du contrôle sur site était de faire mettre en œuvre par les opérations, les nouvelles procédures liées à la réalisation de travaux dans la fosse M1179 (pour exemple check-list qui explicite les actions à réaliser avec notamment positionnement des mesures en fosse à réaliser avant de pénétrer dans la zone, mise en place d'une ventilation lors des interventions avec suivi de l'air extrait par suivi explosimètre, etc). Une pénétration en fosse a été simulée. L'Inspection a pu contrôler la mise en œuvre des différentes phases de la procédure notamment par l'un des techniciens postés présents dans les installations.

L'inspection considère que l'exploitant répond désormais à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des risques explosions

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/10/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, zones à risques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 27/04/2024
Prescription contrôlée : <p>dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1999 susvisé :</p> <p>« L'exploitant détermine les zones de risque incendie et les zones de risque explosion de son établissement. Ces zones sont reportées sur un plan tenu à jour régulièrement et mis à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] Les zones de risque explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente, semi-permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre ou stockées.»</p>
Constats : <p>Ce point de contrôle s'inscrit dans la vérification des non-conformités relevées au travers du point de contrôle n°2 du rapport de constat du 12/09/2023, ayant fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure dont la prescription est reprise ci-dessus.</p> <p>Faisant suite au constat établi en juillet 2023, un positionnement interne de la Direction Générale de la Prévention des Risques a précisé en lien avec la parution de la modification (en février 2022) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 (relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation), qu'il convenait de considérer que les zones à risques d'explosion telles que définies à l'article 48 de cet arrêté ministériel (et donc par analogie telles que définies par l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 23/11/1999 du site) sont à établir à l'éclairage des méthodologies telles que prévues par la directive ATEX et ses déclinaisons dans le droit national. Ce point est à mettre en lien avec les dispositions de l'article 65 de cet arrêté ministériel qui prévoit l'installation d'équipements conforme aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p> <p>En amont du contrôle sur site, l'exploitant a fourni à l'Inspection la dernière version de son plan des zones à risques d'explosion (CH55071_10 Plan de zones ATEX Butachimie, révisé le 07/07/2023).</p> <p>Ces éléments n'appellent plus d'observations de la part de l'Inspection.</p> <p>Il convient donc de considérer que l'exploitant respecte les prescriptions contrôlées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Maintenance

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/10/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance des matériels de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 27/04/2024
Prescription contrôlée : <p>dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 37 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé :</p> <p>«L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des installations électriques, conformément aux référentiels en vigueur. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant de ces vérifications et maintenance.[...] »</p>
Constats : <p>Ce point de contrôle s'inscrit dans la vérification des non-conformités relevées au travers du point de contrôle n°5 du rapport de constat du 12/09/2023, ayant fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure dont la prescription est reprise ci-dessus.</p> <p>En lien avec les constats réalisés en juin 2023, l'Inspection s'est attachée à contrôler les formations reçues par les opérateurs susceptibles d'intervenir en maintenance et vérification des dispositifs de détection (explosimètres) utilisés par l'exploitant. Le contrôle n'a porté que sur les dispositifs équivalents aux dispositifs utilisés dans le cadre de l'incident de 2023, et mentionné dans le rapport de constat du 12/09/2023. L'objectif de ce contrôle par échantillonnage est de vérifier de manière croisée :</p> <ul style="list-style-type: none">• le contenu des formations reçues par les opérateurs,• les attestations de présences des opérateurs qui ont suivi ces formations,• les Procès-Verbaux des derniers tests réalisés sur chacun des dispositifs portatifs mentionnés dans le rapport précité,• les procédures et modes opératoires établis par l'exploitant en matière de maintenance de ces appareils (MTA.3.002 « Vérification et étalonnage des détecteurs fixes de gaz d'ambiance » et MTA.3.003 « Gestion et vérification des détecteurs de gaz portables »), afin de vérifier que l'exploitant s'imposait bien une mise en œuvre de la maintenance exclusivement par des intervenants dûment formés. <p>Les constats réalisés sur site (via les questions posées au responsable de l'équipe INEL 5x8) et le contrôle des éléments transmis par l'exploitant (cf. points mentionnés ci-avant), amènent l'inspection à conclure que l'exploitant s'est mis en conformité vis-à-vis des dispositions de la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Formation au risque de l'entreprise

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/10/2023, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 27/04/2024
Prescription contrôlée : <p>dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé :</p> <p>«Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations[...]»</p>
Constats : <p>Ce point de contrôle s'inscrit dans la vérification des non-conformités relevées au travers du point de contrôle n°6 du rapport de constat du 12/09/2023, ayant fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure dont la prescription est reprise ci-dessus.</p> <p>Lors des contrôles réalisés en juin 2023, l'Inspection avait pu constater que certaines des personnes impliquées dans l'incident du 14 juin 2023, n'avaient pas reçues l'ensemble des formations prévues par les procédures internes (SGS et procédures connexes) de l'exploitant. L'objectif du contrôle réalisé, est de vérifier la mise en œuvre des processus d'intégration et formation tel que défini par l'exploitant dans ses procédures, notamment pour :</p> <ul style="list-style-type: none">• les personnes visées par le rapport de constat du 12/09/2023,• des personnes apparaissant comme non habilitées par l'exploitant dans le cadre de la mise en œuvre des procédures nécessitant une habilitation liée à la prise de mesure d'atmosphère. <p>Le contrôle des documents transmis par l'exploitant, et les contrôles sur site (réalisés par échantillonnage sur l'année 2024 pour une série de permis feu et bon de pénétrer qui nécessitent tout deux une mesure d'atmosphère), met en évidence que :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'une des personnes visées dans le rapport de constat précité, a suivi les formations requises les 27/11/2023 et 12/12/2023,• une autre est actuellement en mi-temps thérapeutique, et n'est pas à jour de sa formation « risque ATEX » et n'est donc plus habilitée au terrain. Le contrôle par échantillonnage précité a permis de montrer l'absence d'implication de cette personne dans les différents documents étudiés,• la troisième personne a été réaffectée et n'exerce plus au sein de l'unité ADN. Le contrôle de l'avenant à son contrat de travail daté du 07/08/2024 montre qu'il est désormais affecté au laboratoire, les formations mentionnées dans le rapport de constat du 12/09/2023 ne sont plus requises pour son poste,• par extension, une quatrième personne non visée par le rapport précité, n'est, à date du constat, pas à jour dans ses formations, et donc en cours d'habilitation par l'exploitant. Le contrôle par échantillonnage précité a permis de montrer l'absence d'implication de cette personne dans les différents documents étudiés. <p>L'inspection considère que l'exploitant s'est mis en conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Prévention des risques - détection

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/10/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 27/04/2024
Prescription contrôlée : <p>Dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes du point 3 de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé :</p> <p>«Point 3 du SGS : maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation</p> <p>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.»</p>
Constats : <p>Constats non largement diffusables, détaillés en annexe n° confidentielle (consultable).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il appartient à l'exploitant d'étendre la réflexion introduite par la mise en conformité des détecteurs constatés comme exploités de manière non-conforme en 2023 à l'ensemble des systèmes de détection de ses installations. Pour rappel, au-delà de l'application des principes mentionnés dans l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées (utilisé en 2023 pour le contrôle des installations), l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (et plus particulièrement ses articles 54 et 55) fixe un cadre à respecter (à diverses échéances comprises entre le 1er juillet 2023 et le 1er janvier 2026) pour l'exploitation des barrières de sécurité de type "détection".</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Procédures en phase d'arrêt

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/10/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 27/04/2024
Prescription contrôlée : <p>Dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes du point 3 de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé :</p> <p>«Point 3 du SGS : maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation</p>

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.»
Constats : Constats non largement diffusables, détaillés en annexe n° confidentielle (consultable).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Bien que l'exploitant ne le prévoit pas, il apparaît pertinent que, lors d'opérations avec ouverture de ligne et d'équipement, la vérification d'absence d'atmosphère dangereuse (toxique ou inflammable notamment) ne se fasse pas qu'à l'extérieur des équipements, mais également par sondage à l'intérieur de ces derniers afin de pouvoir vérifier la bonne réalisation de la procédure de vidange/nettoyage/drainage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Application du SGS

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/10/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 27/04/2024
Prescription contrôlée : Dans un délai de 6 mois , l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé : «L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. [...] L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement »
Constats : Ce point de contrôle s'inscrit dans la vérification des non-conformités relevées au travers du point de contrôle n°10 du rapport de constat du 12/09/2023, ayant fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure dont la prescription est reprise ci-dessus. Le présent point s'appuie sur les constats retranscrits dans les points de constats précédents. Les contrôles réalisés montrent que l'exploitant met désormais en œuvre certaines des procédures et actions qu'il a prévues dans le cadre de son SGS. Les points suivants peuvent ainsi être cités à l'éclairage des constats réalisés sur site et l'examen des documents transmis par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> • conformément au chapitre 8 (Activités opérationnelles) de son SGS, seuls des opérateurs formés et ayant suivi les parcours d'habilitation prédéfinis par les procédures du site interviennent dans leurs affectations, et notamment les personnes mentionnées dans le rapport de constat du 12/09/2023,

- conformément au paragraphe 6.1.3 de son SGS, l'exploitant met en œuvre des systèmes de détection fixes et mobiles exploités et mis en œuvre conformément aux préconisations constructeurs en lien avec les risques de ses installations (constat réalisés pour les détecteurs visés dans le rapport de constat du 12/09/2023 et pour le cyclohexane, gaz mis en cause lors de l'incident du 14/06/2023),
- les documents de travaux mis à jour, permettent de se conformer au chapitre 6 (planification) de son SGS.

L'Inspection considère que l'exploitant s'est conformé à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/10/2023, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Principes généraux de prévention des risques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 27/04/2024

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 47 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé :

«L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.[...]»

Constats :

Ce point de contrôle s'inscrit dans la vérification des non-conformités relevées au travers du point de contrôle n°11 du rapport de constat du 12/09/2023, ayant fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure dont la prescription est reprise ci-dessus.

En lien avec les points de contrôles détaillés ci-avant, l'Inspection considère que l'exploitant respecte désormais les dispositions de la prescription contrôlée (dans le cadre strict des contrôles réalisés et détaillés plus haut, qui se sont uniquement concentrés sur les éléments liés à la fosse M1179 et l'incident survenu le 14/06/2023).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

Annexe confidentielle n°1

Constats non largement diffusables

Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées

Nature du caractère confidentiel :

Information sensible (1)

— ~~Secret industriel~~

— ~~Autres : préciser~~

(1) Instruction du Gouvernement du 12 septembre 2023 relative à la mise à disposition d'informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement.. Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux, etc.

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

N° 5 : Prévention des risques - détection

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/10/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 27/04/2024
Prescription contrôlée : <p>Dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes du point 3 de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé :</p> <p>«Point 3 du SGS : maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation</p> <p>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.»</p>
Constats : <p>Ce point de contrôle s'inscrit dans la vérification des non-conformités relevées au travers des points de contrôle n°7 et 8 du rapport de constat du 12/09/2023, ayant fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure dont la prescription est reprise ci-dessus. Il est choisi ici par souci de lisibilité vis-à-vis de la prescription retenue comme non-conforme, de regrouper les constats liés aux détecteurs fixes et mobiles qui avaient fait l'objet dans le rapport du 12/09/2023 de deux points de contrôle distincts.</p> <p>Concernant les systèmes de détection portatifs :</p> <p>En lien avec les constats réalisés en juin 2023 concernant les systèmes de détection portatifs présents au sein des installations, et notamment les explosimètres M00610A présents au droit de la fosse M1179, le contrôle réalisé (sur les systèmes de détection mis en question dans le rapport du 12/09/2023) montre que l'exploitant utilise et maintient désormais les détecteurs portatifs conformément aux préconisations du constructeur :</p> <ul style="list-style-type: none">• les constats réalisés sur site à date du contrôle montrent que des tests avant chaque

- utilisation ont été mis en place,
- la calibration des détecteurs a été revue en lien avec les préconisations constructeurs, et une approche majorante a été retenue par l'exploitant en se basant sur le cyclohexane comme substance déclenchant les seuils d'alerte de l'explosimétrie. Il est à noter que compte tenu du nombre important de gaz susceptibles d'être détectés par les dispositifs mis en cause dans le rapport de constat du 12/09/2023, seule la vérification de l'adéquation de ces dispositifs au cyclohexane (produit mis en cause lors de l'incident du 14/06/2023) a été vérifié.

Par ailleurs lors de la mise en situation sur site, il a pu être constaté la présence du matériel adéquat (tube) pour pouvoir mesurer le gaz en fond de fosse.

Concernant les systèmes de détection fixes :

En lien avec les constats réalisés en juin 2023 concernant les systèmes de détection fixe présents au sein des installations, et notamment l'explosimètre M00610A présent au droit de la fosse M1179, le contrôle réalisé montre que l'exploitant respecte désormais les préconisations constructeurs en termes de maintenance. D'après le fournisseur du dispositif (courrier établi le 6 septembre 2023) la fréquence d'étalonnage peut être réalisée tous les 6 mois. Le contrôle des maintenances réalisées par l'exploitant sur les 12 derniers mois montre que ce dernier procède à un étalonnage à fréquence trimestrielle. La calibration a été revue par l'exploitant afin de suivre les préconisations constructeurs, et pouvoir détecter les gaz présents au droit de la fosse M1179 (la calibration se fait désormais sur le cyclohexane cas majorant comme détaillé ci-avant).

L'Inspection considère que l'exploitant s'est conformé à la prescription contrôlée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant d'étendre la réflexion introduite par la mise en conformité des détecteurs constatés comme exploités de manière non-conforme en 2023 à l'ensemble des systèmes de détection de ses installations. Pour rappel, au-delà de l'application des principes mentionnés dans l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées (utilisé en 2023 pour le contrôle des installations), l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (et plus particulièrement ses articles 54 et 55) fixe un cadre à respecter (à diverses échéances comprises entre le 1er juillet 2023 et le 1er janvier 2026) pour l'exploitation des barrières de sécurité de type "détection".

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Procédures en phase d'arrêt

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/10/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, SGS- maintenance

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 27/04/2024

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes du point 3 de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé :

«Point 3 du SGS : maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés

et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.»

Constats :

Ce point de contrôle s'inscrit dans la vérification des non-conformités relevées au travers du point de contrôle n°9 du rapport de constat du 12/09/2023, ayant fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure dont la prescription est reprise ci-dessus. La prescription prise en référence est identique au point de contrôle précédent (lié aux systèmes de détection gaz du site). Cependant, considérant la différence substantielle existant entre les non-conformités relevées entre les points de contrôle n°1 et 8 du rapport précité d'une part, et n°9 d'autre part, il a été fait le choix de traiter des écarts relevés dans le point de contrôle n°9 dans un point de contrôle à part dans le présent rapport.

Suite au constat réalisé en juin 2023, le présent point de contrôle visait à vérifier les actions correctives mises en œuvre par l'exploitant (notamment la modification de ses procédures et instructions) permettant d'éviter à l'avenir qu'un tel incident se reproduise.

Concernant la mise à disposition des équipements, suite à l'incident et dans le cadre du plan d'action déployé suite à l'analyse des causes de l'incident (cf point de contrôle n°1), il a pu être vérifié que l'exploitant avait rédigé une liste de vérification détaillée spécifique (PRM.3.0710_GA_MAD des drains HP Mixte et New-Mixte de la fosse organique du Mixte) pour la mise à disposition des drains (contrôle uniquement réalisé sur l'unité concernée par l'incident). Il a été constaté via le contrôle de ce document, que les drains concernés par l'incident figuraient désormais sur les schémas des équipements à isoler.

Concernant l'allégement des mesures de sécurité en période de grand arrêt, l'exploitant a revu les éléments figurant dans la procédure travaux 110 CS 031, citée par le SGS de l'exploitant en cas de maintenance en période d'arrêt. Cette dernière renvoie aux mesures spécifiques mises en œuvre par l'exploitant en période de grand arrêt en lien avec le DRPCE (Document Relatif à la Protection Contre les Explosions) des installations, lui imposant une analyse des risques systématiques avant un grand arrêt afin de déterminer quelles sont les zones à risques moindres (du fait des mises à disposition des équipements) qui sont susceptibles de faire l'objet de mesures de sécurité allégées. Les zones où un risque persiste conserveront les contraintes usuelles de la plateforme en matière de sécurité des travaux.

A l'éclairage de ces éléments l'Inspection considère que l'exploitant respecte les dispositions de la prescription contrôlée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Bien que l'exploitant ne le prévoit pas, il apparaît pertinent que, lors d'opérations avec ouverture de ligne et d'équipement, la vérification d'absence d'atmosphère dangereuse (toxique ou inflammable notamment) ne se fasse pas qu'à l'extérieur des équipements, mais également par sondage à l'intérieur de ces derniers afin de pouvoir vérifier la bonne réalisation de la procédure de vidange/nettoyage/drainage.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure